

## Flash Economie

21 octobre 2020 - 1194

### Internalisation des externalités : un mécanisme de marché plutôt qu'une réglementation bureaucratique

Un des rôles centraux de la politique économique est d'internaliser les externalités.

Mais cela peut se faire de deux manières : soit par un mécanisme global de marché, soit par une multiplication de réglementations.

Donnons quelques exemples :

- l'externalité climatique peut être corrigée soit par un mécanisme de marché (un prix suffisamment élevé du CO<sub>2</sub>), soit par une multitude de réglementations sectorielles (sur le transport, la construction, les émissions des automobiles, l'isolation des bâtiments, les normes industrielles...) qui ne seront de plus pas homogènes ;
- l'externalité sur le marché du travail liée aux licenciements peut être corrigée soit par un mécanisme de marché, un bonus-malus sur les cotisations sociales, soit par une inspection de l'Administration sur chaque projet d'ajustement de l'emploi des entreprises ;
- l'externalité positive liée à l'effort de recherche peut être internalisée par un mécanisme de marché (par exemple le crédit d'Impôt Recherche en France) ou par des aides publiques à la recherche dans les secteurs ou les entreprises qui sont choisis par l'Administration.

Le mécanisme de marché est chaque fois plus simple et plus efficace que l'intervention réglementaire, nécessairement complexe et bureaucratique, de l'Etat.

**Patrick Artus**  
Tel. (33 1) 58 55 15 00  
patrick.artus@natixis.com  
 @PatrickArtus

[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

## Deux manières pour internaliser les externalités

**Le rôle essentiel des politiques économiques est d'internaliser les externalités**, c'est-à-dire de faire en sorte que les agents économiques prennent en compte les effets de leurs actions sur le bien-être des autres agents économiques.

On peut envisager **deux techniques pour internaliser les externalités** :

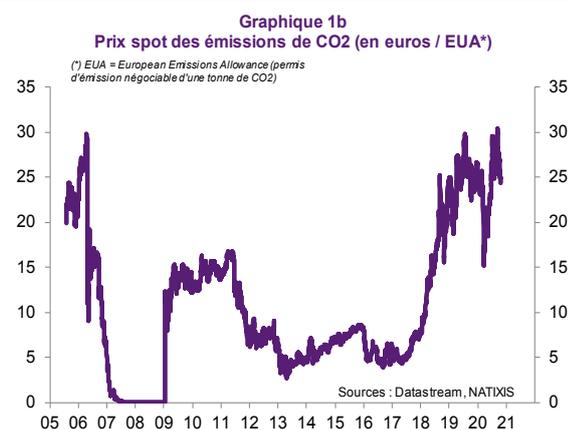
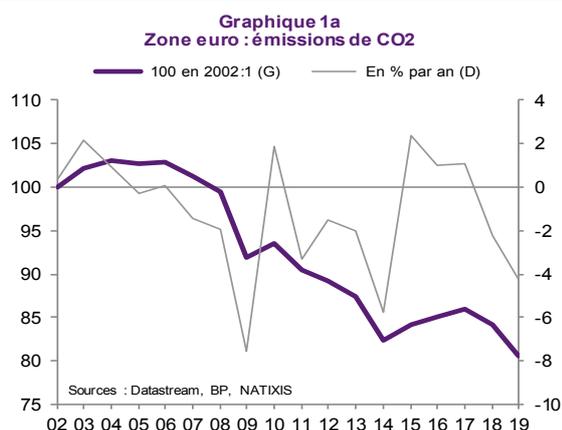
- **un mécanisme de marché**, le changement d'un prix organisé par la politique économique faisant apparaître un comportement vertueux ;
- **la régulation**, les règlements, les normes modifiant le comportement des agents économiques dans le sens désiré.

## Trois exemples

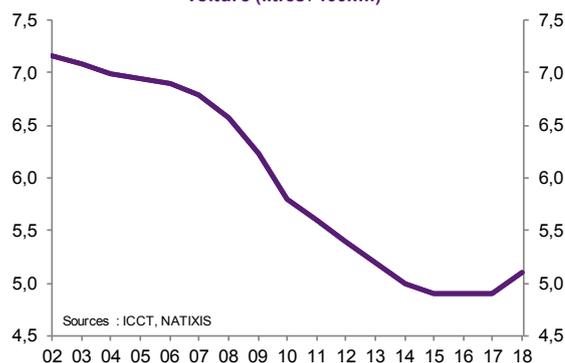
1- **Le premier exemple est évidemment celui du climat.** Nous allons utiliser les **données de la zone euro** pour illustrer notre analyse.

**Pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> (graphique 1a) on peut :**

- **soit fixer un prix suffisamment élevé du CO<sub>2</sub> (graphique 1b)**, ce qui fera monter le prix des consommations intenses en CO<sub>2</sub> et déclenchera des investissements d'économie de CO<sub>2</sub> ;
- **soit réglementer toutes les activités émettrices de CO<sub>2</sub>** : transport (par exemple normes pour l'automobile, graphique 1c, restriction du trafic aérien), construction, rénovation des bâtiments (normes d'isolation, sur 36,3 millions de logements en France, 7 millions sont gravement déficients en termes d'isolation thermique), normes pour l'industrie.



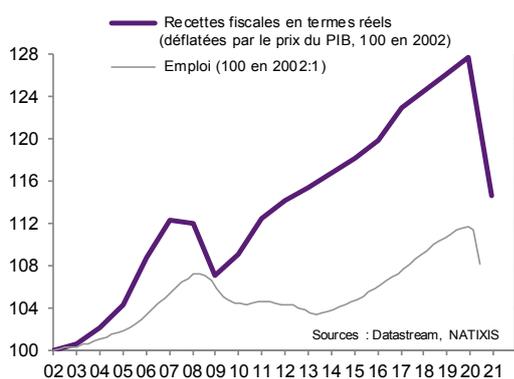
**Graphique 1c**  
Europe : consommation moyenne de carburant par voiture (litres / 100km)



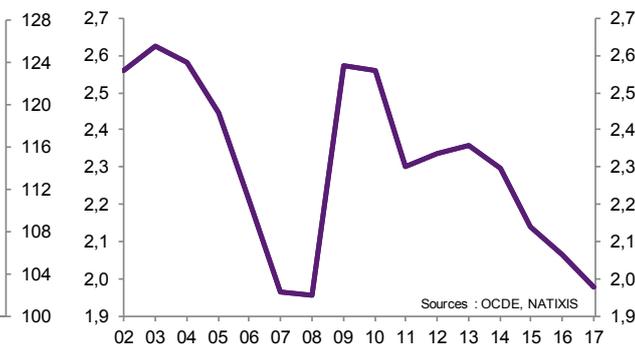
Il y a alors une **multitude de réglementations et en plus elles sont hétérogènes**, le prix implicite du CO<sub>2</sub> diffère entre les réglementations, qui n'ont pas la même sévérité, ce qui génère une mauvaise allocation de l'effort de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

**2- Le second exemple est celui des licenciements.** Lorsqu'une entreprise licencie, elle ne prend pas en compte les externalités que ce licenciement génère : perte de recettes fiscales (**graphique 2a**), coût de l'indemnisation du chômage (**graphique 2b**), coûts sociaux et humains.

**Graphique 2a**  
Zone euro : recettes fiscales et emploi



**Graphique 2b**  
Zone euro : dépenses publiques pour le marché du travail (en % du PIB valeur)



Il y a alors deux solutions :

- **un mécanisme de marché, de bonus-malus sur les cotisations sociales** : si une entreprise licencie beaucoup, ses cotisations sociales augmentent ;
- **une réglementation complexe**, qui prend la forme d'une autorisation de l'Administration pour licencier, de l'analyse par l'Administration du caractère justifié ou non du licenciement.

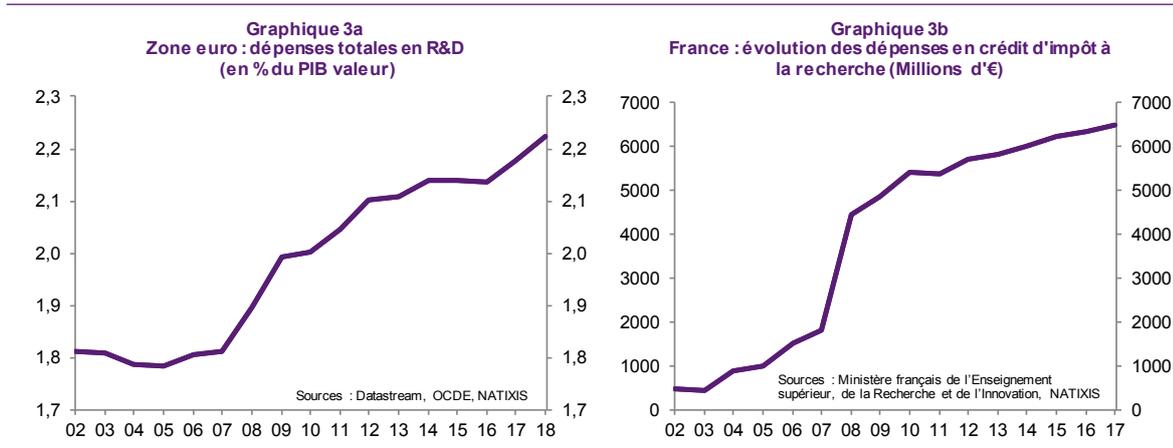
**3- Le troisième exemple est celui de la Recherche.**

**La Recherche (graphique 3a) génère évidemment des externalités positives** : gains de productivité, amélioration de la santé, de l'agriculture, etc...

Il y a alors **deux solutions pour internaliser ces externalités** :

- **un mécanisme de marché, réduire le coût de la recherche pour les entreprises** (par exemple en France, par le Crédit d'Impôt Recherche, **graphique 3b**) ;

- une intervention dirigiste de l'Etat, qui investit de l'argent public dans la recherche dans les secteurs qu'il juge importants.



### Synthèse : le mécanisme de marché paraît largement préférable

L'utilisation d'un mécanisme de marché pour corriger les externalités paraît nettement plus efficace que l'utilisation de la réglementation. Nous avons pris les exemples des émissions de CO2, des licenciements, de la recherche. L'utilisation du mécanisme de marché permet d'éviter de mettre en place une réglementation nécessairement complexe et bureaucratique, et hétérogène) ne conduisant pas à une allocation optimale de l'effort entre les différents secteurs d'activité, groupes et agents économiques, et de plus pouvant être erronée si l'Etat a une information imparfaite (par exemple sur la situation de chaque entreprise, sur les perspectives de chaque innovation).